

Sécurité

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord demeure précaire. La période sous revue a été marquée par une légère accalmie des attaques de Boko Haram. Cependant, plusieurs incidents se sont produits dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari, pour l'essentiel des infiltrations et des enlèvements. La menace terroriste demeure une préoccupation dans la région. Il est recommandé à tous de rester vigilants et prudents, et de respecter les consignes de sécurité.

Dans la zone opérationnelle de l'Est, trois personnes dont deux réfugiés bergers ont été enlevées à Gbatoua Godolé près de la frontière avec la République Centrafricaine. La troisième victime, camerounaise, a été libérée par les kidnappeurs et les forces de défense et de sécurité travaillent activement à libérer les deux autres otages.

Développements majeurs

Mission au Nigéria

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord Tripartite Cameroun-Nigéria-HCR sur le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens vivant au Cameroun, une équipe du HCR Cameroun a effectué une mission au Nigéria au cours de la semaine du 2 octobre. L'objectif de cette mission était d'évaluer la situation dans les principales zones d'origine des réfugiés que sont les localités de Banki et de Bama. La mission a échangé avec les autorités et les populations locales et a pu constater les efforts et les initiatives qui sont entrepris par les autorités nigérianes pour la reconstruction de ces zones et le retour à une situation normale afin d'y préparer le retour des réfugiés et des déplacés internes.

La mission fut également l'occasion d'observer les difficiles conditions de vie des déplacés internes dans une région où la situation sécuritaire ne permet pas encore le retour des réfugiés en toute sécurité et dans la dignité. Les différentes informations recueillies seront partagées avec les réfugiés vivant au Cameroun dans le cadre des sessions d'information et de sensibilisation pour un retour en conformité aux termes de l'Accord Tripartite.



Rencontre de l'équipe HCR avec les populations locales des zones d'origine des réfugiés nigériens vivant au Cameroun
PH. UNHCR/G.MASSACK

Atelier sur l'internationalisation de la convention de Kampala

Dans le cadre de l'intégration de la Convention de Kampala du 23 octobre 2009 sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (PDIs), le HCR et le gouvernement camerounais, à travers le Ministère des Relations Extérieures (MINREX), ont tenu du 10 au 11 octobre un atelier sur l'élaboration du cadre juridique de la loi nationale sur les déplacements internes. Cet atelier était l'occasion de former les membres du Comité Directeur de Rédaction et de lancer le processus d'élaboration de cette loi. La prochaine étape de ce processus sera consacrée d'abord à la définition du cadre juridique approprié (soit une loi, soit une politique nationale) qui sera adopté pour répondre aux problèmes des personnes dans toutes les étapes du déplacement, et ensuite à la rédaction de l'instrument national qui régira toutes les questions inhérentes à cette problématique. La Convention de Kampala constitue un cadre juridique destiné à répondre tant aux besoins des déplacés qu'à ceux de leurs communautés d'accueil.

Formation livelihoods

Du 10 au 12 octobre, le HCR a organisé à Yaoundé un atelier de formation sur les interventions en matière des moyens de subsistance au bénéfice des réfugiés vivant au Cameroun. L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités du personnel du HCR, des partenaires et des institutions nationales impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités de moyens de subsistance et d'autonomisation des réfugiés et des communautés hôtes. Un total de 33 participants a ainsi été formé à la planification, la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes portant sur les moyens de subsistance pour les réfugiés. Une stratégie nationale du HCR est également en train d'être élaborée.

Atelier HNO sur l'aperçu des besoins humanitaires à Maroua

Le 5 octobre s'est tenu à Maroua l'atelier sur l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2018 organisé par UN OCHA. L'atelier avait pour objectif de valider les données des besoins humanitaires identifiés dans la région de l'Extrême-Nord en vue de l'élaboration du plan de réponse humanitaire (HRP) 2018. A la fin de l'atelier, les participants parmi lesquels les autorités locales, les agences du système des Nations Unies et les partenaires humanitaires représentant différents secteurs d'intervention ont validé l'aperçu des besoins humanitaires sous quelques réserves qui seront pris en compte par OCHA lors de la finalisation du document.

Planification des besoins humanitaires 2018 pour les réfugiés centrafricains

Le HCR a organisé le 5 octobre à Bertoua un atelier de concertation et de planification des besoins humanitaires 2018 pour les réfugiés centrafricains vivant dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Cet atelier qui s'inscrit dans le cadre de la planification de la réponse humanitaire en faveur de ces réfugiés visait principalement la

mise à jour de la planification et des stratégies d'intervention de 2017. Le contexte de l'opération dans cette zone a été rappelé pendant l'atelier, les zones prioritaires ont été révisées sur la base des indicateurs de vulnérabilité et le processus de planification des chiffres des populations dans le besoin pour 2018 a été présenté. Au terme de l'atelier, les participants parmi lesquels les agences du système des Nations Unies, les partenaires de la zone d'intervention et les représentants des administrations publiques concernées ont identifié les besoins prioritaires par secteur pour 2018, formulé les messages clés sur la base des réalisations majeures, relevé les défis/contraintes rencontrés et fixé les chiffres cibles de la population dans le besoin.

Situation des ex-otages de Boko-Haram à Mozogo

Le Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord s'est rendu le 12 octobre à Mozogo dans le département de Mayo Tsanaga accompagné du chef de la Sous-Délégation HCR de Maroua représentant la coordination humanitaire. L'objectif de cette descente était de rencontrer 487 ex-otages (77 ménages) de Boko-Haram revenus du Nigeria et installés dans cette localité depuis février. Après les différentes rencontres, le gouverneur a suggéré de mettre en place un plan d'intégration et de réinsertion pour ces personnes titulaires de documents d'identification camerounais. Il a également demandé aux humanitaires présents dans la région de leur apporter une assistance multiforme. Ce groupe sera installé à Zamai et des concertations avec les différentes agences humanitaires permettront d'apporter une réponse multisectorielle à leurs besoins.

Mission DFID dans la région de l'Extrême-Nord

Une mission DFID, conduite par M. Stephane Quinton, Conseiller Humanitaire auprès du Gouvernement Britannique a séjourné dans la région de l'Extrême-Nord du 2 au 5 octobre en vue de se rendre compte de la situation humanitaire sur le terrain. La mission a rencontré et échangé avec les autorités administratives, traditionnelles, les partenaires humanitaires et la communauté réfugiée du camp de Minawao. Lors des échanges, les réfugiés ont relevé plusieurs problèmes parmi lesquels l'insuffisance des activités génératrices de revenus dans le camp, la rareté du bois de chauffe, le besoin en infrastructures scolaires (salles de classes ; cantines scolaires...), etc. La mission a également visité l'ensemble des infrastructures et ouvrages communautaires du camp de Minawao, ainsi que le site des déplacés internes de Zamai. Au terme de la mission, M. Quinton s'est félicité de la qualité des relations qui existent entre les différents partenaires (étatiques et ONGs) et des efforts consentis pour restaurer la dignité des réfugiés et des personnes déplacées.

Visite du réseau mondial des femmes parlementaires de la Francophonie au camp de Minawao

Le 11 octobre, une mission du réseau mondial des femmes parlementaires de la Francophonie composée de 120 femmes a visité le camp de Minawao. Elle s'y est entretenue avec les femmes de la communauté réfugiée en vue d'évaluer leur niveau d'autonomisation et de répondre à leurs besoins de protection. Elle a également visité les activités d'autonomisation réalisées par les groupes de femmes. A la fin de sa visite, la mission a procédé à une remise symbolique de vivres, d'articles non alimentaires et de matériels médicaux à la communauté réfugiée du camp et à des membres des communautés hôtes de Gawar, Gadala et Zamai.

Région de l'Extrême-Nord

Statistiques

Le camp de Minawao compte un total de 58 644 individus (16 165 ménages) enregistrés au 13 octobre. Les réfugiés hors camp sont au nombre de 21 189 (6 983 ménages) enregistrés dans les départements du Logone-Et-Chari et du Mayo Tsanaga.

Protection

Un total de 98 individus (36 ménages) est arrivé spontanément au centre de transit de Gouroungel au cours de la période sous revue en provenance de Maiduguri, Mubi et Lagos au Nigeria, et des localités camerounaises de Maroua, Garoua, Tchakarmari et Zevelet. Pour la plus part, ils arrivent pour des raisons de réunification familiale et d'autres fuient les conditions de vie difficiles dans ces zones de provenance.

Education

En vue d'améliorer l'éducation des enfants réfugiés inscrits dans les écoles du camp, 87 enseignants (43 femmes et 44 hommes) des écoles primaires bilingues du camp ont été formés le 7 octobre sur la pédagogie des grands groupes et la pédagogie sensible au genre. Cette formation a été facilitée par le personnel de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Mokolo.

Appui aux personnes déplacées internes du département de Mokolo

Le 2 octobre, une mission de la Coordination Humanitaire représentée par les agences des Nations Unies et des ONGs humanitaires s'est rendue à la préfecture de Mokolo où elle a remis aux autorités une assistance humanitaire destinée à plus de 1500 personnes déplacées des villages de Gutsenad et Itawa. Cette assistance était essentiellement composée d'articles non alimentaires, de médicaments, d'aliments nutritionnels et autres vivres.

Régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord

Protection

Dans le but d'améliorer l'environnement de protection des réfugiés, le HCR s'est rendu à Djohong afin d'échanger avec les principaux responsables des services de sécurité de la localité sur la restriction de mouvement des réfugiés présents dans cette zone. Au cours de ces échanges, le HCR a insisté sur le droit de libre circulation reconnu à chaque réfugié aussi bien par la Convention de 1951 relative au statut du réfugié que par la loi de 2005 portant statut

des réfugiés au Cameroun (dont le décret d'application est entré en vigueur en 2011). Les autorités ont quant à elles affirmé que les réfugiés disposant de documents légaux en cours de validité ne constituent pas une menace pour la sécurité et ne devraient pas être privés de se déplacer. Elles se sont engagées à faire respecter ces droits par leurs éléments et ont encouragé le HCR à dénoncer d'éventuels abus qui pourrait survenir à l'avenir.

Renforcement des capacités

Un total de 31 autorités administratives, municipales, personnels de santé et d'état civil, et forces de maintien de l'ordre ont été formés à Garoua Boulaï au cours de la semaine du 9 octobre. Les participants ont été éduqués sur les notions clés de protection internationale des réfugiés avec un accent particulier sur la protection des enfants et la lutte contre les violences basées sur le genre et le sexe.

SGBV

En vue de prévenir les violences sexuelles et basées sur le genre, plusieurs sessions de communication, information et éducation, puis de communication pour un changement de comportement se sont tenues à Mbaiboum, à Borgop et à Ngam. Elles portaient sur l'importance de l'implication des femmes dans la prise de décision, les avantages d'une consultation de tous les membres de la famille avant toute prise de décision et la relation entre la cohésion sociale et la prévention de GBV. Elles ont touché près de 500 personnes.

Deux tables rondes ont également été tenues à Ngam et à Borgop sur la prévention des mariages et grossesses forcées, ciblant 71 participants parmi lesquels les leaders religieux, les leaders communautaires, les personnes à besoins spécifiques, les membres du comité GBV et les leaders du comité des jeunes.

Administration du site de Ngam

Le 4 octobre, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Meiganga a officiellement installé le premier Administrateur du site de Ngam depuis sa création le 14 juillet 2014. Parmi les rôles et responsabilités de celui-ci, il devra assurer la sécurité du site en y faisant respecter les lois et l'ordre et en garantissant le caractère civil, humanitaire et apolitique du site aménagé pour les réfugiés. L'administrateur de site devra ainsi collaborer avec le partenaire Première Urgence Internationale en tant que gestionnaire de site, et le HCR en tant que coordonnateur du site. Le Sous-Préfet a invité les différents intervenants, y compris les réfugiés, à développer une franche collaboration pour maintenir l'harmonie dans le site.

CONTACTS

Xavier Bourgois | Public Information Officer | bourgois@unhcr.org | +237 690 049 996

Kabami Kalumiya | Associate External Relations Officer | kalumiya@unhcr.org | Tel: +237 691 141 226

Raissa Touraire Ngou | Reporting Assistant | ngou@unhcr.org | +237 693 017 380